

## ÉTUDE DE CAS: Sénégal

### L'expérience de l'engagement de la société civile dans le Mécanisme de financement mondial (GFF)

#### Historique et introduction

Le Mécanisme de financement mondial (GFF) a été initié à l'occasion de la Conférence internationale sur le financement du développement, en juillet 2015 à Addis-Abeba, en soutien à Chaque femme, Chaque enfant. Il s'agit d'un modèle innovant de financement qui appuie les efforts nationaux d'amélioration de la santé et la nutrition des femmes, des enfants et des adolescents. L'approche à multiples parties prenantes du GFF allie financements nationaux et extérieurs, y compris ceux du secteur privé. Parmi les 67 pays éligibles à recevoir un financement du Fonds fiduciaire du GFF, vingt-six ont rejoint le GFF à ce jour. Le GFF cherche à réunir 2 milliards USD supplémentaires cette année afin de pouvoir accueillir les autres pays au cours des cinq prochaines années.

Le modèle de partenariat du GFF reconnaît les rôles essentiels que les organisations de la société civile (OSC) peuvent jouer pour soutenir le Mécanisme, que ce soit au niveau du plaidoyer, du suivi et de la redevabilité, en tant que porte-voix des populations touchées, par la mise en œuvre et la prestation de services, la recherche et l'analyse de données, ou l'assistance technique. Ceci est reflété dans le Plan d'affaires du GFF et de la **Stratégie d'engagement de la société civile du GFF**<sup>1</sup>. La **Note d'orientation : Plateformes nationales inclusives à multiples parties prenantes en soutien à Chaque femme, Chaque enfant**<sup>2</sup> garantit que les plateformes nationales à multiples parties prenantes incluent la société civile et disposent de standards minimums d'inclusion, de transparence et de redevabilité. Malgré un engagement significatif de la société civile dans certains pays du GFF, d'importantes améliorations restent à apporter dans d'autres.

Le **Groupe de coordination de la société civile pour le GFF**<sup>3</sup> a commandité la présente étude de cas afin de décrire l'expérience de la participation et de l'engagement des OSC dans le processus du GFF au Sénégal. Elle présente à la fois les forces, les défis intérieurs et extérieurs, et les facteurs influençant la capacité des OSC à contribuer de manière significative au processus du GFF. L'étude de cas propose également des leçons tirées et des recommandations sur lesquelles la société civile dans d'autres pays du GFF pourra s'appuyer pour renforcer leur engagement à l'avenir. Ce document a été enrichi grâce à plusieurs consultations avec des OSC, des discussions et des expériences nationales<sup>4</sup>, ainsi que par une enquête de 2017 résumée dans le Plan de mise en œuvre de la société civile<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Civil Society Engagement Strategy (2017). Retrieved from: [https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff\\_new/files/images/GFF\\_CS\\_Engagement\\_Strategy\\_FR.pdf](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/images/GFF_CS_Engagement_Strategy_FR.pdf)

<sup>2</sup> PMNCH, H6, Every Woman Every Child, GFF. (2017). Guidance Note: Inclusive Multi-stakeholder Country Platforms in Support of Every Woman Every Child. Retrieved from: [https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff\\_new/files/Country%20Platform%20Guidance%20Note\\_French.pdf](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/Country%20Platform%20Guidance%20Note_French.pdf)

<sup>3</sup> Le GCSC est hébergé par le PMNCH et réunit des représentants mondiaux et régionaux dans le but d'améliorer la communication et de soutenir les deux représentants de la SC au sein du groupe des investisseurs du GFF.

<sup>4</sup> Hurd S, Wilson R and Cody A. Civil Society Engagement in the Global Financing Facility: Analysis and Recommendations. Global Health Visions and Catalysts for Change. (February 2016). Retrieved from: [http://globalhealth.org/wpcontent/uploads/CivilSocietyEngagementintheGFF\\_final.pdf](http://globalhealth.org/wpcontent/uploads/CivilSocietyEngagementintheGFF_final.pdf), And Hurd S, and Dia M. Addenda des jeunes pour l'engagement de la société civile dans le processus du GFF.

Report. Global Health Visions. (January 2017). Retrieved from: [http://globalhealth.org/wp-content/uploads/CS-Engagement-in-the-GFF\\_Addendum\\_Final.pdf](http://globalhealth.org/wp-content/uploads/CS-Engagement-in-the-GFF_Addendum_Final.pdf)

<sup>5</sup> Rapport de l'atelier sur la Gouvernance

<sup>6</sup> Plan de mise en oeuvre de la société civile (2017) Retrieved from: [https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff\\_new/files/documents/GFFIG6-10.pdf](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFFIG6-10.pdf)

## Contexte national

Les OSC au Sénégal bénéficient d'un environnement relativement favorable. Elles figurent parmi les acteurs essentiels dans les domaines de l'éducation, de la prestation de services sanitaires, ainsi que d'autres secteurs où elles comblent les lacunes des services essentiels et dans des régions isolées où le gouvernement n'assure pas de couverture minimale.

Le Sénégal compte plusieurs alliances et coalitions d'OSC en santé<sup>7</sup>. Ces coalitions constituent un écosystème dynamique de personnes et d'organisations qui mettent en commun leurs expertises et connaissances uniques en SSRMNEA-N. Leurs mandats incluent la prestation de services, la sensibilisation, la recherche, le plaidoyer, l'éducation, la protection, les droits humains et le genre. Parmi ces alliances figurent l'Alliance nationale contre le sida, l'Alliance nationale des jeunes pour la santé de la reproduction, le Réseau jeunesse population et développement, le réseau Siggil Jigéen (RSJ), RESSIP (Santé, VIH/Sida, population) et l'Alliance nationale des religieux et experts médicaux.

Les OSC interagissent régulièrement au sein de plusieurs plateformes de santé à multiples parties prenantes et dans diverses initiatives mondiales pour la santé, telles que l'Alliance multisectorielle pour la santé maternelle et infantile et l'Instance de coordination nationale du Fonds mondial (CCM). Elles sont considérées comme des parties prenantes et des partenaires de valeur pour le gouvernement, et elles partagent l'objectif du GFF d'«*accélérer les efforts nationaux et mondiaux de mettre fin aux décès maternels et infantiles et d'améliorer la santé et la qualité de vie des femmes, des enfants et des adolescents d'ici à 2030*».

## L'engagement de la société civile sénégalaise dans le processus du GFF

Le Sénégal fait partie de la deuxième vague de pays du GFF, qui inclut le Bangladesh, le Cameroun, le Liberia, le Mozambique, le Nigeria et l'Ouganda<sup>8</sup>. Les premiers pays, de la première vague, étaient l'Éthiopie, le Kenya, la RDC et la Tanzanie. Les OSC au Sénégal ont été très tôt exposées au GFF, par le biais d'un représentant de la société civile nommé par le gouvernement qui participait à la plateforme nationale du GFF.

En février 2016, l'ancienne point focal<sup>10</sup> régionale du PMNCH<sup>9</sup>, basée à Dakar<sup>10</sup>, a mené une consultation des OSC en présence du Ministère de la Santé et de la Banque mondiale, à laquelle trente-trois participants de 21 organisations, dont des organisations sous-régionales, ont pris part. Cette consultation a eu lieu deux jours avant la première réunion nationale d'information sur le GFF, organisée par la Banque mondiale et le Ministère de la Santé. Les objectifs de la réunion étaient les suivants : 1) partager les résultats de la première réunion des OSC sur le GFF à Nairobi, 2) présenter le GFF, 3) présenter les standards minimums de participation, d'inclusion, de transparence et de redevabilité<sup>11</sup>, et 4) trouver des manières de coordonner la participation des OSC au sein de la plateforme nationale. Les principaux résultats de la réunion étaient la mise en place de la future coordination des OSC au sein d'une Coalition pour le GFF et la préparation d'une stratégie d'engagement pour le GFF.

Au cours des deux années suivant leur adhésion au GFF, de nombreuses autres OSC actives dans le domaine de la SSRMNEA-N ont mobilisé leurs propres fonds et obtenu le soutien de partenaires

---

<sup>7</sup> AFEMS, ANREMS, Alliance nationale contre le SIDA, Alliance nationale des jeunes pour la santé de la reproduction, Alliance nationale de plaidoyer sur la santé de la mère et de l'enfant, RESSIP, RFESPF, Réseau Siggil Jigéen

<sup>8</sup> Les pays de la deuxième vague du GFF ont été annoncés à Addis Abeba en Juillet 2015

<sup>9</sup> Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant

<sup>10</sup> L'ancienne point focale du PMNCH basée à Dakar a joué un rôle crucial en facilitant la coordination, la communication et la mise en réseau des OSC, pour harmoniser les efforts déployés par différentes organisations.

<sup>11</sup> Les Normes minimales peuvent être trouvées dans l'Annexe 2 du: PMNCH, H6, Every Woman Every Child, GFF. (2017). Note d'orientation: Plateformes inclusives multi-partites en soutien à Chaque femme chaque enfant. Extrait de:

[https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff\\_new/files/Country%20Platform%20Guidance%20Note\\_French.pdf](https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/Country%20Platform%20Guidance%20Note_French.pdf)

dans le but d'organiser plusieurs réunions consultatives. Les objectifs de ces réunions étaient de fournir aux OSC des informations nationales et mondiales et des mises à jour sur le GFF, ainsi que de discuter de manières de structurer l'engagement des OSC dans le processus du GFF.

Certains des événements phare organisés par les OSC et leurs partenaires<sup>12</sup> incluent :

- plusieurs séances de partage d'information sur le GFF entre 2016 et 2017, menées par RSJ ;
- un atelier pour formuler la stratégie d'engagement de la société civile sénégalaise en mars 2017 ;
- une consultation de planification stratégique de trois jours en octobre, menée par CICODEV ;
- un atelier sur la gouvernance en janvier 2018, mené par Enda Santé.

Outre ces consultations, les représentants des OSC sélectionnés par leurs propres membres ou le gouvernement sénégalais participent à l'atelier sur le GFF à l'attention de la société civile organisé une fois par an par le Groupe mondial de coordination de la société civile pour le GFF, avant la réunion d'automne du Groupe des investisseurs du GFF. Cet atelier fournit non seulement une plateforme d'apprentissage et d'échanges avec des représentants des OSC d'autres pays, mais il leur donne également l'occasion de partager les connaissances acquises avec leurs membres, à leur retour dans leur pays.

#### Objectifs stratégiques du plan d'action des OSC

- Améliorer la prestation, la disponibilité et l'accessibilité de services qualitatifs de SRMNEA+N, particulièrement au niveau communautaire
- Augmenter la demande et l'utilisation des services SRMNEA+N dans les régions prioritaires
- Renforcer l'aspect favorable de l'environnement afin de permettre une mise en œuvre efficace des programmes
- Garantir le suivi, le contrôle citoyen et le mécanisme de coordination de la société civile

## Les principales réalisations et contributions des OSC au dossier d'investissement

La relation constructive de la Coalition des OSC pour le GFF avec les ministères clé du gouvernement (Santé, Jeunesse, Budget et Planification, par exemple), avec les députés, la Banque mondiale et les partenaires techniques a fortement contribué à un engagement significatif de la société civile dans le processus du GFF. Le Ministère de la Santé a participé à l'ensemble des ateliers nationaux organisés par la société civile, et il implique les OSC dans toutes les réunions techniques de la plateforme nationale. Voici certaines des principales réalisations de la Coalition :

- une meilleure compréhension du GFF et des connaissances et une capacité accrues des OSC à s'engager dans les processus décisionnels au niveau national ;
- une connaissance accrue pour les OSC des priorités du dossier d'investissement national ;
- un espace de dialogue structuré et de plaidoyer élargi pour les OSC, par le biais de la création d'un Comité directeur des OSC pour le GFF, qui travaille sur le GFF ;
- une meilleure implication des jeunes et des populations vulnérables ;
- une amélioration de la coordination, la collaboration et la communication entre les OSC, favorisant ainsi l'apprentissage et les échanges ; et
- les OSC reconnaissent leur valeur ajoutée, leur rôle et leurs contributions dans les objectifs du dossier d'investissement.

Les organisations de la société civile au Sénégal ont fait plus que de simplement améliorer la coordination et la communication à propos du GFF. Elles ont mobilisé leurs propres ressources et réaffecté les subventions existantes afin de soutenir leurs efforts d'engagement. Elles ont également

<sup>12</sup> Les partenaires qui ont soutenu les OSC dans leurs efforts de participation au GFF incluent: PMNCH, à travers leur Point Focal régional, OSIWA, à travers un financement à CICODEV, Mamaye/Evidence for Action, Advance Family Planning pour RSJ, ENDA Santé

activement participé aux réunions techniques de la plateforme nationale pour le GFF menées par le gouvernement, donnant leur avis et influençant les priorités clé du dossier d'investissement et de la stratégie de financement de la santé, telles que la santé des jeunes et des adolescents.

À l'occasion du dernier atelier de planification stratégique à l'attention des OSC en octobre 2017, les organisations ont analysé le dossier d'investissement du pays, avec l'aide du Ministère de la Santé. Elles ont sélectionné les principales régions et interventions prioritaires sur lesquelles elles pouvaient se concentrer en complétant les actions du gouvernement et contribuer de manière significative au dossier d'investissement de manière plus structurée, en mettant en œuvre leur plan d'action. Le plan d'action souligne leur rôle au niveau du plaidoyer, en sensibilisant la population sur l'importance de créer de la demande et d'utiliser les services de SRMNEA+N, sur le suivi, la redevabilité et la mobilisation de ressources. Ce plan d'action a été validé par la plateforme nationale et intégré dans le dossier d'investissement du pays.

Les efforts collaboratifs fournis dans l'élaboration du plan d'action ont joué un rôle prépondérant dans la formation de la structure de gouvernance de la coalition qui a, depuis, été institutionnalisée. La plateforme des OSC pour le GFF est désormais bien établie, dotée d'une structure de gouvernance claire et de groupes thématiques recouvrant la communication et le plaidoyer, la demande et la génération de services, le suivi et le contrôle citoyen, la mobilisation de ressources et la santé sexuelle et reproductive des jeunes. Deux représentants des OSC élus siègent à la plateforme nationale pour le GFF et représentent leurs membres aux réunions mondiales. L'information est partagée par email et lors des réunions régulières du Comité directeur.

À l'occasion de la réunion de validation du dossier d'investissement en juin 2018, le gouvernement sénégalais a loué l'engagement de la société civile et souligné sa collaboration et ses contributions à l'élaboration du dossier d'investissement. La Banque mondiale a souligné que l'expérience de la société civile dans le GFF est une bonne pratique à partager, qui tient à l'implication des OSC, leur engagement et leur stratégie de mobilisation de leurs propres ressources et d'identification des principales interventions leur permettant de contribuer au dossier d'investissement.

## Défis pour un engagement significatif des OSC

Bien que la participation et l'engagement de la société civile se soient grandement améliorés, plusieurs défis identifiés au cours du processus d'engagement ont contribué à façonner l'élaboration du plan d'action et de la structure de gouvernance.

### **Communication, coordination et collaboration**

Une faible coordination et une communication ont été citées comme principaux obstacles à un engagement effectif des OSC dans le processus du GFF au Sénégal. Plusieurs OSC ont mentionné le fait de ne pas avoir été consultées par le représentant des OSC à la plateforme nationale du GFF, et que leur engagement et leur participation ont été limités par leur faible niveau d'information sur le GFF. Alors que certaines OSC ont fait preuve d'une solide connaissance des processus du GFF, l'accès aux informations relatives au Mécanisme était inégal à l'échelle du pays, car les OSC formellement engagées dans le GFF ne se mettaient pas systématiquement en lien avec l'ensemble des OSC membres. Pour nombre d'entre elles, les informations relatives au dossier d'investissement du pays et le rôle précis des OSC n'ont été connus qu'à l'occasion de consultations nationales rendues possibles par le ou les donateurs, et non par leurs pairs.

### Certains des défis pour les OSC

- Communication, coordination et collaboration
- Manque de clarté de la structure de gouvernance
- Financements limités

### Structure de gouvernance claire

Le manque de clarté autour du processus de gouvernance, de transparence et de redevabilité de la société civile étaient également des défis auxquels les organisations de la société civile ont été confrontées lors de leur engagement initial dans le processus du GFF. Ces OSC ont soulevé la question de la représentation de leurs groupes sur le plan

national. L'absence d'une plateforme de coordination nationale des OSC pour le GFF au début du processus a également été un frein au partage d'information et de coordination d'un dialogue structuré autour du GFF. Jusqu'à récemment, il n'existait aucun mécanisme institutionnel pour la participation et le pouvoir décisionnel, pour un leadership fort et pour une vision stratégique claire des citoyens. Un des défis qui demeure est le suivi et la gestion des activités des différents groupes thématiques mis sur pied, afin de parvenir à prendre une décision *ad hoc* sur l'orientation stratégique de la coalition.

### Fonds limités pour les consultations des OSC

Bien que les OSC aient utilisé leurs propres ressources et que des bailleurs appuyé des réunions et consultations nationales, le financement demeure une préoccupation pour la Coalition, afin de continuer à convoquer des réunions, mener des activités, créer des outils de suivi et de redevabilité, etc. Les coûts liés aux distances et aux déplacements demeurent un obstacle de taille pour nombre d'organisations basées dans des régions isolées, et continuent de limiter leur capacité à participer aux principales réunions organisées à Dakar.

### Leçons tirées de la Coalition des OSC

En se basant sur l'expérience de la participation et l'engagement de la société civile dans le processus du GFF au Sénégal, voici quelques-unes des leçons qui pourraient être utiles aux OSC d'autres pays cherchant à renforcer leur engagement dans le processus du GFF.

- **Élaborer un plan de travail conjoint** : il est essentiel pour les coalitions d'OSC de décider d'une feuille de route commune, d'un plan d'action comprenant des objectifs et des activités partagés. Les membres devraient se voir attribuer des rôles, des responsabilités et échéances. En plus de renforcer leur crédibilité et de tirer profit de leur expertise élargie, ceci contribuera à renforcer l'engagement des membres et à mobiliser des financements pour la Coalition.
- **Améliorer la communication, le partage d'information et la coordination** : bien que leur organisation nécessite des ressources financières, les consultations nationales inclusives se sont révélées très efficaces pour partager des informations et obtenir des rétroactions d'OSC. Un engagement de la société civile à la fois précoce, transparent et inclusif est vital dans le processus du GFF pour garantir l'implication dedans l'élaboration du dossier d'investissement et de la stratégie d'investissement dans la santé, et qu'elles puissent influencer sur leur conception. Il est essentiel qu'un flux d'information régulier et transparent soit assuré, par différents canaux de communication, dans des formats accessibles et en plusieurs langues, au besoin. Les documents clé doivent être rendus accessibles à l'occasion des consultations, de manière à permettre un dialogue pertinent et utile. Au Sénégal, les partenariats avec les médias sont également une très bonne manière de faire part des priorités du GFF et de diffuser des informations via la télévision et les journaux.
- **Veiller à une bonne gouvernance** : pour une coalition, la mise en place d'une bonne structure de gouvernance incluant des processus de prises de décision, un comité directeur et un secrétariat exécutif, des principes clairs ayant trait au suivi, aux rapports et à la

redevabilité, ainsi qu'une définition précise des rôles et responsabilités des membres permettent de renforcer l'engagement des membres et sont très efficaces pour assurer un fonctionnement optimal de la coalition.

- **Garantir une représentation choisie de la société civile** : Les représentants des OSC doivent être sélectionnés par leurs propres membres dans le cadre d'un processus formel, transparent et participatif qui prenne en compte la représentation du genre, de la jeunesse, des populations vulnérables et des disparités géographiques. Les jeunes doivent être inclus à part entière et consultés de façon plus proactive, afin qu'ils puissent faire part de leurs points de vue et participer aux discussions, à la planification et au suivi du dossier d'investissement pour le GFF. Certaines coalitions de jeunes peuvent avoir besoin d'être renforcées pour être en mesure de participer aux discussions techniques. Il est essentiel que les OSC transversales et thématiques soient incluses dans le dialogue autour du GFF dans lequel, à ce jour, la communauté de la planification familiale fortement financée est surreprésentée au Sénégal.
- **Fournir des occasions de financement aux OSC** : le réseautage, la coordination et l'alignement des OSC autour du GFF sont des processus au long cours. Les occasions de s'engager sont souvent entravées par le manque de ressources nécessaires à l'organisation de réunions, aux frais de déplacement et à la logistique. Les OSC ont besoin de soutien à la fois technique et financier pour pouvoir pérenniser leur engagement et garantir la mise en œuvre et le suivi de leur plan d'action.
- **Renforcer la capacité des OSC** : l'expérience sénégalaise a indiqué que plusieurs consultations avec les OSC sont essentielles pour que celles-ci se familiarisent avec le GFF et comprennent comment elles peuvent y contribuer. L'augmentation des ressources pour soutenir le développement des capacités des OSC est essentielle à leur engagement effectif dans le GFF, dans le plaidoyer politique et budgétaire, dans la collecte de données et la recherche, dans le suivi et l'évaluation, la bonne gouvernance et la mobilisation de ressources.

## Conclusion

Cette étude de cas suggère qu'un environnement favorable compte parmi les facteurs essentiels à la participation des OSC dans la planification et la conception du dossier d'investissement pour le GFF et la stratégie de financement de la santé. Le potentiel de contribution des OSC sénégalaises aux objectifs du GFF est immense, du fait de leur diversité, leur expertise et leur répartition géographique. Le gouvernement sénégalais reconnaît que les contributions des OSC seront vitales à la réalisation des objectifs mentionnés dans le dossier d'investissement, dont le suivi et la redevabilité. Les membres de la Coalition se sont engagés à relever les défis identifiés et à consolider leurs rôles afin de contribuer de manière efficace à l'amélioration de la santé et du bien-être des femmes, des enfants et des adolescents au Sénégal. Un engagement et une participation significatifs des OSC seront possibles lorsque l'ensemble des parties prenantes du GFF, et notamment les OSC, mettront en œuvre les standards minimums d'inclusion, de participation, de transparence et de redevabilité, à condition que les OSC soient dotées des bonnes ressources et des outils adaptés à leur fonctionnement.

## Remerciements

Cette étude de cas a été commanditée par le Groupe mondial de coordination de la société civile pour le GFF, organisée par le PMNCH et rédigée par Maty Dia. Nous sommes reconnaissants au Comité directeur du Groupe mondial de coordination de la société civile pour le GFF et à la Coalition de la société civile sénégalaise pour le GFF pour leur révision et leurs apports à la présente étude de cas.